



EDITO

LE LAIT ROULE EN 500

Tel un Janus, la situation de la filière laitière est à la fois réconfortante et, par d'autres côté, peu réjouissante. A en juger par l'évolution du prix du lait, rares seraient les éleveurs qui pourraient prétendre que le marché n'est pas en leur faveur. Depuis 2021 en effet, le prix des 1 000 litres est clairement orienté à la hausse et, combiné à l'affaissement des charges, a engendré une amélioration des trésoreries. Cela ne résout pas pour autant la double question des contraintes pesant sur le renouvellement des actifs et sur la collecte, afin de préserver l'élevage laitier en France. Car avec un prix aussi haut, l'attractivité du métier devrait être renforcée. Le prix ne fait manifestement pas tout.

Un marché laitier sous le signe de l'euphorie

A en juger par l'évolution du prix, on ne reconnaît plus le marché laitier. Il y a dix ans, le prix du lait s'effondrait, dans la foulée d'une sortie des quotas laitiers. En France, la chute fut telle que, en moyenne, un éleveur percevait 270€ pour 1 000 litres. La crise laitière, car il s'agissait bien d'une crise, s'étala sur plusieurs années, avec plus ou moins de profondeur, selon les Etats membres de l'UE. Si les éleveurs laitiers français prirent de plein fouet la vague laitière consécutive de la fin des quotas, leurs homologues irlandais, aux coûts de production moins élevés du fait de la prédominance du système herbager, avaient indiqué ne pas avoir connu de crise. Dix ans après le choc de l'abrogation des quotas laitiers, où en sont les éleveurs ?

Plusieurs facteurs ont concouru au net redressement du marché du lait depuis trois ans. Il est dans un premier temps manifeste que le rebond économique qui a fait suite à la pandémie a contribué au redressement du marché, occasionnant une croissance de la demande de produits laitiers qui rompait avec l'atonie antérieure liée aux confinements. Dans le lait comme dans les autres filières, les coûts de production (aliment pour animal, énergie et engrais pour l'essentiel) se sont retournés après les flambées de prix durant la première année de guerre en Ukraine. La dynamique des débouchés mondiaux, surtout en Asie, a, elle aussi, favorisé la remontée du prix du lait.

Mais ces éléments conjoncturels ont été associés à des mouvements plus profonds qui ont conditionné le profil de l'offre de lait. C'est le cas de la collecte, qui se situe sur une tendance baissière depuis quelques années (elle a reculé de -2,3% en février 2025/février 2024), tendance indissociable de l'évolution des effectifs d'éleveurs laitiers et de la décapitalisation que l'on observe dans le secteur vache laitière. Sur la collecte, au troisième trimestre de 2025, elle est inférieure à celle de 2024, et la baisse est particulièrement prononcée dans des régions comme la Bourgogne-France-Comté, la Bretagne et les Hauts de France. Enfin, plus récemment, les répercussions de la MHE et de la FCO ont amplifié ce recul de l'offre.

A l'échelle mondiale, si la production laitière se porte plutôt bien en Nouvelle-Zélande, il faiblit aux Etats-Unis, puisque les éleveurs sont durement touchés par l'Influenza Aviaire (H5N1), l'Etat de Californie (première zone productrice des Etats-Unis avec 18% de la production fédérale) étant très exposé à cette épidémie. Le recul de la production laitière a été particulièrement fort au cours du second semestre de 2024, et s'est poursuivi en début d'année 2025.

EDITORIAL (SUITE)

Quand l'éleveur fait son beurre

Ce manque d'offre a pour première conséquence de propulser le prix à des niveaux inédits (nous n'en étions pas très éloignés en 2023), qui ont de quoi satisfaire les éleveurs, après des années de « vaches maigres ». Un prix qui a régulièrement progressé, se situant aux alentours des 485€/1 000 litres, avant de cheminer jusqu'aux 500€ en février et mars derniers. La plupart des acheteurs de lait (les grandes entreprises et coopératives que sont Lactalis, Savencia et Sodiaal) revalorise même la matière première entre 5 et 10€ les 1 000 litres, participant de la hausse générale.

Le prix de la tonne de beurre sur le marché, qui gravite autour des 8 000€, accentue la dynamique haussière du prix. C'est à peu près l'équivalent du prix de la tonne de cacao (lequel a même pointé à 10 600€ en 2024), une denrée fort utilisée dans certains desserts lactés, rendant le prix à la consommation particulièrement onéreux. Quant à la poudre de lait, son prix à la tonne est très supérieur à la moyenne des quinze années précédentes (2 500 €). Avec un prix du lait aussi porteur, il y a de quoi améliorer la marge des éleveurs, qui se situait en février à quelque 206€/1 000 litres.

Pas de quoi pour autant dissuader les consommateurs de consommer des produits laitiers, une priorité étant accordée aux produits frais (yaourts, desserts, crème et fromages frais), contrastant avec l'atonie de la consommation alimentaire en général. D'où la crainte des industriels de manquer de suffisamment de lait pour honorer une demande qui se porte bien. Une fois de plus, on peut prendre la mesure de l'importance de la demande, du débouché, en économie, et spécifiquement dans une filière comme celle du lait.

La bonne orientation du marché du lait et des produits laitiers ne sera pas forcément pérenne. D'abord parce que le rationnement de l'offre conditionne les fabrications de produits laitiers, et que les industriels dissimulent de moins en moins leurs préoccupations relatives à l'approvisionnement, au point de se demander s'ils ne seront pas contraints, à terme, de s'approvisionner en dehors des frontières hexagonales.

Ensuite parce que le contexte international n'a cessé de changer depuis une décennie. Le bouleversement le plus récent provient des Etats-Unis, dont le durcissement de la politique commerciale risque d'affecter les exportations françaises de produits laitiers, et notamment de fromages, qui forment le premier poste d'importation agricole et alimentaire des Etats-Unis. Même si elle est moins exposée que ses partenaires européens, la France a néanmoins exporté en 2024 pour 350 millions d'€ de produits laitiers, dont 63% constitués de fromages et 14% de yaourts. Un gros nuage noir s'annonce, si les Etats-Unis maintiennent leur intention d'instaurer des droits de douane supérieurs au socle des 10% additionnels. Ce serait un préjudice pour les éleveurs et les industriels laitiers, à moins de trouver d'autres débouchés. Prix, offre, exportations... le marché du lait est en tension.

Nuages noirs sur l'or blanc annoncés



Thierry Pouch

thierry.pouch@apca.chambagri.fr

SOMMAIRE

- **Filière arboricole française : entre instabilité climatique et pressions économiques, une campagne 2025 sous vigilance**
- **Tensions commerciales USA-UE : Quelles répercussions potentielles sur les marchés du maïs et du soja ?**
- **Incontrôlable spirale pétrolière**



FILIÈRE ARBORICOLE FRANÇAISE : ENTRE INSTABILITÉ CLIMATIQUE ET PRESSIONS ÉCONOMIQUES, UNE CAMPAGNE 2025 SOUS VIGILANCE

Après une succession d'années marquées par des aléas climatiques intenses, une pression concurrentielle accrue et une inflation croissante sur les coûts de production, la filière arboricole française aborde la campagne 2025 dans un contexte incertain. Poids lourd du secteur des fruits et légumes, l'arboriculture représente un domaine clé de l'agriculture nationale, à la fois en termes de valeur ajoutée, d'emplois saisonniers, de dynamique territoriale, et ce, malgré une compétitivité très contrainte.

Si les résultats de la campagne 2024 ont été contrastés selon les variétés et les bassins de production, plusieurs tendances de fond continuent de façonner l'équilibre économique de la filière : érosion des surfaces ; tensions sur la main-d'œuvre ; concurrence européenne intense et exigences accrues des distributeurs et des consommateurs. Dans ce contexte, les premiers signaux de la saison à venir – état des vergers, conditions météorologiques printanières, positionnement des prix sur les marchés – sont scrutés de près.

UN POIDS ÉCONOMIQUE NON NÉGLIGEABLE, MAIS UNE FILIÈRE EN RECUIL STRUCTUREL

Avec environ 1,3 milliard d'euros de chiffre d'affaires à la production en 2023, la filière arboricole française conserve une place significative au sein de l'économie agricole nationale. Elle représente à elle seule près de 12 % de la valeur de la production des cultures spécialisées et environ 2,6 % de la valeur de la production agricole totale, selon les comptes prévisionnels de l'agriculture publiés par l'INSEE et le SSP (Service de la statistique et de la prospective du ministère de l'Agriculture).

La filière repose principalement sur la pomme, qui concentre à elle seule près de 60 % des volumes de fruits récoltés en France (hors fruits à coque et raisins), avec une production annuelle située autour 1,5 million de tonnes par an. Viennent ensuite la poire, la pêche-neктarine, l'abricot et la prune, qui forment le noyau dur de l'arboriculture française. La diversité des espèces, des systèmes de production et des débouchés (marché du frais, industrie, exportation) rend cependant l'analyse économique de la filière complexe.

En termes d'emploi, l'arboriculture reste une filière intensive en main-d'œuvre : elle mobilise environ 60 000 à 70 000 travailleurs saisonniers chaque année, selon les estimations de FranceAgriMer et du Ministère du Travail. Cette dépendance à la main-d'œuvre pèse lourdement sur les coûts de production – 40% des charges en moyenne – d'autant plus dans un contexte d'augmentation du SMIC, de rareté de la main-d'œuvre et de hausse des charges sociales.

Poids lourd de l'arboriculture, la pomme concentre à elle seule 60% des volumes produits

►► FILIÈRE ARBORICOLE FRANÇAISE : ENTRE INSTABILITÉ CLIMATIQUE ET PRESSIONS ÉCONOMIQUES, UNE CAMPAGNE 2025 SOUS VIGILANCE (SUITE)

Au-delà des performances économiques, c'est la dynamique structurelle de la filière qui interroge. En effet, l'arboriculture connaît une érosion progressive de ses surfaces. D'après le recensement agricole de 2020 et les données Agreste, les surfaces en vergers destinés à la production de fruits à pépins et à noyau ont diminué de près de 10 % entre 2000 et 2022, passant de 195 000 ha à 178 000 ha, une tendance qui semble se confirmer depuis. Ce recul s'explique notamment par le vieillissement des vergers, les difficultés de renouvellement générationnel dans certaines régions, et une rentabilité jugée incertaine dans un marché de plus en plus concurrentiel..

UNE CAMPAGNE 2024 MARQUÉE PAR DES ALÉAS CLIMATIQUES ET DES TENSIONS ÉCONOMIQUES

2024, une année contrastée selon les productions

La campagne 2024 s'est déroulée dans un contexte de forte instabilité, tant climatique qu'économique, pesant sur l'ensemble de la filière arboricole. Dès le printemps, des conditions météorologiques hétérogènes ont affecté la dynamique de production, créant de fortes disparités entre espèces et régions. En pomme, principale espèce fruitière nationale, la production française est estimée à 1,7 million de tonnes, soit une hausse de 7 % par rapport à 2023. Toutefois, cette progression masque d'importantes variations régionales liées à des épisodes de gel localisés et à une forte variabilité hydrique, pesant sur la qualité et le calibre des fruits. À l'inverse, la filière abricot a particulièrement souffert : la production nationale est évaluée à 83 600 tonnes, enregistrant un recul de 35 % par rapport à l'année précédente, conséquence d'une floraison perturbée par des températures anormales en fin d'hiver.

Sur le plan économique, la réduction de l'offre dans certaines espèces a permis de soutenir les prix à la production, mais sans compenser systématiquement les pertes de volume pour les exploitations les plus affectées. Le contexte inflationniste persistant a continué d'éroder les marges des producteurs, tandis que la demande intérieure, sensible aux évolutions de prix, a montré de nouveaux signes d'essoufflement.

Au-delà des résultats de campagne, 2024 a renforcé les fragilités structurelles de la filière : forte dépendance à la main-d'œuvre saisonnière, compétitivité mise à mal face à la concurrence européenne, notamment espagnole et plus récemment polonaise, et besoin croissant d'adaptation face aux aléas climatiques. Dans ce climat tendu, les signaux de la campagne 2025 sont observés avec une vigilance particulière par les acteurs de la filière.

UNE CAMPAGNE 2025 À L'HORIZON INCERTAIN, ENTRE TENSIONS SUR LES COÛTS ET DÉPENDANCE CLIMATIQUE

À l'approche de la campagne 2025, les signaux conjoncturels sont encore peu lisibles mais ils confirment une forme d'instabilité structurelle pour la filière arboricole. Sur le plan climatique, les premières observations du printemps 2025 laissent entrevoir une floraison globalement dans les normes saisonnières pour les espèces précoces, après un hiver marqué par des températures douces. Toutefois, les risques de gel tardif ne sont pas écartés, notamment dans les zones du sud-est et du Val de Loire, historiquement sensibles. À cela s'ajoute une forte variabilité hydrique régionale, qui pourrait peser sur les volumes finaux et accentuer les besoins en irrigation.

►► FILIÈRE ARBORICOLE FRANÇAISE : ENTRE INSTABILITÉ CLIMATIQUE ET PRESSIONS ÉCONOMIQUES, UNE CAMPAGNE 2025 SOUS VIGILANCE (SUITE)

Vers une stabilisation des charges après trois ans de flambée des coûts

Les producteurs abordent la nouvelle campagne dans un contexte de coûts de production encore élevés, mais avec des signaux récents d'inflexion. Entre 2020 et 2023, le coût moyen de production des pommes de table est passé de 0,75 €/kg à environ 0,85 €/kg, soit une hausse de plus de 13 % sur trois ans (source : FranceAgriMer). Cette augmentation s'explique par l'envolée des prix de l'énergie, de ceux des produits phytosanitaires et de la main-d'œuvre. Toutefois, selon l'INSEE, les prix d'achat des moyens de production agricole (indice IPAMPA) ont reculé de 2,4 % sur un an en décembre 2024, marquant le vingtième mois consécutif de baisse, portée notamment par la diminution des coûts de l'énergie et des intrants agricoles. A propos de l'énergie, la baisse conséquente du prix du baril de pétrole en avril et en ce début du mois de mai, peut entraîner un nouvel allègement des coûts de production. En arboriculture, si les charges salariales et les coûts de mise en conformité réglementaire restent élevés, la stabilisation récente des prix des intrants pourrait permettre une modération progressive des coûts de production sur la campagne à venir.

Moins de fruits frais dans les paniers des ménages français

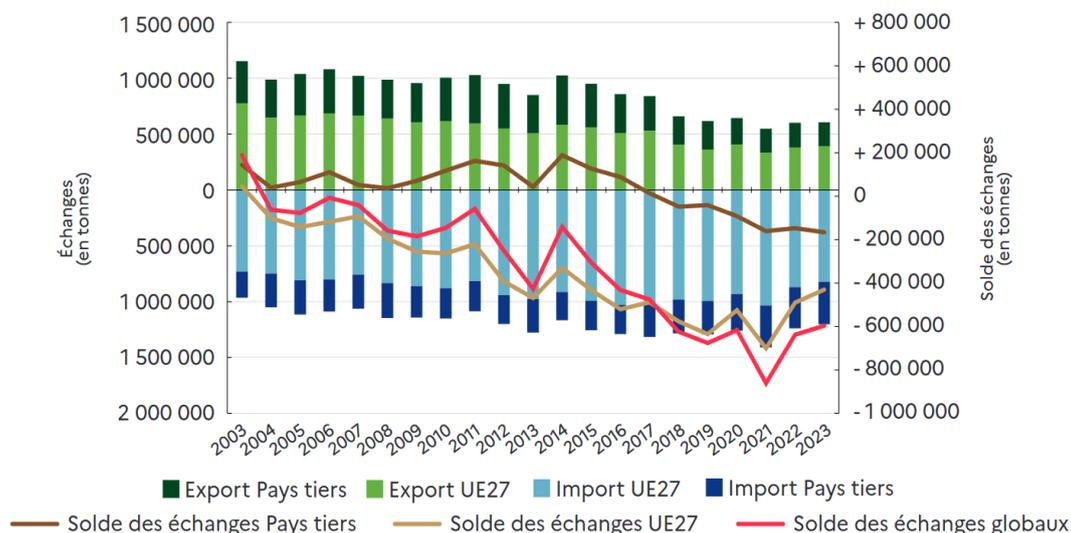
La consommation intérieure de fruits frais confirme en 2024 une érosion progressive de ses volumes, dans un contexte de forte sensibilité aux prix. D'après Interfel (interprofession des fruits et légumes frais), les achats des ménages français en fruits frais ont reculé de 2 % en volume en 2024, après une baisse de 3 % en 2023, tandis que la dépense en valeur a diminué de 1 % sur la dernière année. Cette évolution traduit une élasticité-prix croissante de la demande, poussant les consommateurs à arbitrer en faveur de produits moins onéreux, au détriment de certaines espèces plus chères comme les pêches, les nectarines ou les cerises. Face à ce phénomène, la différenciation par la qualité, l'origine géographique ou les signes officiels de qualité (Label Rouge, IGP, HVE) apparaît comme un levier stratégique pour maintenir la valeur ajoutée à la production. Toutefois, selon FranceAgriMer, les gains économiques tirés de ces démarches restent encore limités pour de nombreux producteurs, en raison des coûts d'adaptation et de certification, dans un marché où le consentement à payer pour des labels reste fragile.

Une balance commerciale déficitaire, sur fond de concurrence européenne accrue

Concernant ce point noir qu'est le commerce extérieur français de fruits et de légumes, puisque le déficit s'accroît d'année en année, la France conserve malgré tout une position excédentaire sur certaines espèces. C'est le cas de la pomme qui affiche un solde commercial positif de plus de 250 millions d'euros en 2023 (FranceAgriMer, 2024). Cette performance s'inscrit toutefois dans un contexte de recul global : entre 2003 et 2023, les exportations françaises de fruits frais tempérés ont chuté de 47 % en volume (voir Graphique), et celles de pommes, poires et coings de 62 %. Parallèlement, la France doit faire face à une concurrence renforcée de la Pologne, de l'Italie et surtout de l'Espagne, qui bénéficient de coûts de production plus compétitifs. Cette pression concurrentielle entraîne une perte progressive de parts de marché à l'international, déjà observée dans le passé, particulièrement marquée pour les opérateurs les plus dépendants du marché communautaire. Dans ce contexte de pressions concurrentielles accrues et de recomposition des échanges internationaux, les incertitudes commerciales viennent s'ajouter aux défis structurels que rencontre déjà la filière. La capacité des exploitations françaises à s'adapter à cette nouvelle donne sera déterminante pour préserver leur compétitivité et sécuriser leur avenir.

► FILIÈRE ARBORICOLE FRANÇAISE : ENTRE INSTABILITÉ CLIMATIQUE ET PRESSIONS ÉCONOMIQUES, UNE CAMPAGNE 2025 SOUS VIGILANCE (SUITE)

Evolution des échanges et du solde des échanges en volume de la France en fruits frais tempérés entre 2003 et 2023



Source : FranceAgriMer d'après Trade Data Monitor

Ainsi la campagne 2025 s'annonce sous le signe d'une vigilance économique accrue, dans un contexte où les exploitations doivent arbitrer entre maintien des volumes, maîtrise des coûts et montée en gamme qualitative. Si les exportations françaises de fruits frais vers les États-Unis demeurent marginales, la récente annonce américaine de droits de douane additionnels de 10 % sur les produits agricoles européens — les autres droits additionnels ayant été suspendus durant 90 jours — illustre les risques systémiques pesant sur les échanges internationaux. Une modification de l'équilibre des flux commerciaux pourrait entraîner des effets indirects : détournement de flux européens vers d'autres marchés tiers, intensification de la concurrence intracommunautaire, pression accrue sur les prix. Dans ce contexte volatil, la filière arboricole française devra renforcer ses stratégies de mitigation : diversification des débouchés, segmentation de l'offre par la qualité, et consolidation de ses parts de marché sur les destinations à forte valeur ajoutée apparaissent comme des axes prioritaires pour sécuriser l'activité à moyen terme. C'est dans ce cadre général qu'il faudrait également procéder à une évaluation des premiers résultats du plan de compétitivité des filières fruits adopté en 2023 lors du Salon international de l'agriculture.



Jean Di Costanzo

jean.dicostanzo@apca.chambagri.fr



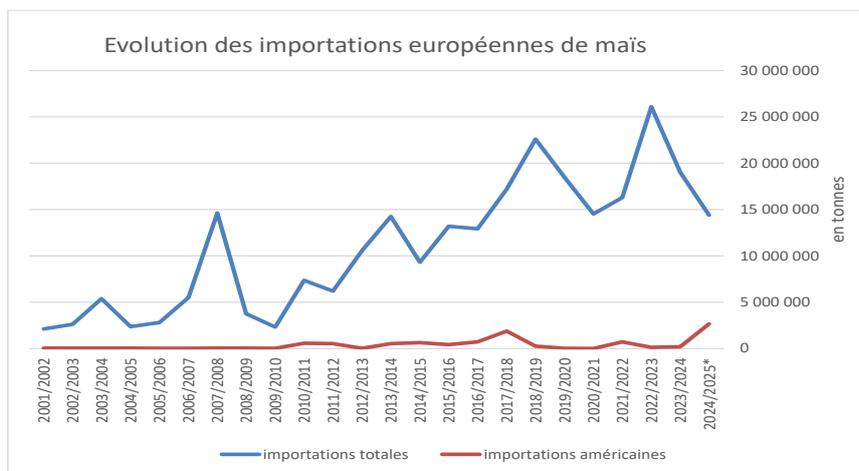
TENSIONS COMMERCIALES USA-UE : QUELLES RÉPERCUSSIONS POTENTIELLES SUR LES MARCHÉS DU MAÏS ET DU SOJA ?

Le 2 avril dernier, les Etats-Unis ont annoncé la mise en place des surtaxes de 20% sur leurs importations en provenance de l'Union européenne. L'UE a alors envisagé de répliquer en taxant de 25% certains produits américains dont le maïs et la graine de soja. Les mesures américaines ont finalement été suspendues jusqu'au 9 juillet et, par voie de conséquence, la réplique européenne a également été reportée. Les pourparlers entre les deux puissances se poursuivent et la question de l'augmentation des importations européennes de soja américain fait partie des pistes pour réduire le déficit commercial américain vis-à-vis de l'UE. Mais quels sont les enjeux liés à ces deux matières premières ? L'UE peut-elle se passer de l'approvisionnement américain ? Ou, au contraire, a-t-elle intérêt à privilégier les Etats-Unis dans ses achats ?

Les importations européennes de maïs américain sont très variables en fonction des campagnes

L'UE est l'un des principaux importateurs mondiaux de maïs, avec le Mexique, le Japon et la Chine. Les importations européennes augmentent tendanciellement depuis plusieurs années et varient en fonction du niveau de la production européenne de maïs et de la compétitivité prix du maïs par rapport aux autres céréales, qui conditionne son utilisation en alimentation animale. Ainsi, lors des dix dernières campagnes, les importations européennes ont évolué entre 9,3 Mt et 26,1 Mt.

Evolution des importations européennes de maïs 2024/2025 à fin avril



Source : Commission européenne

Les principales sources d'approvisionnement de l'UE sont l'Ukraine et le Brésil. L'origine américaine reste minoritaire et représente entre 0,1 et 11% des approvisionnements européens depuis le début du siècle. La campagne actuelle semble être une exception : entre juillet et avril, 18,4% des importations européennes provenaient des USA. L'enjeu est différent pour les Etats-Unis : la destination européenne représente moins de 2% du total de leurs exportations de maïs. Plus des trois quarts des importations européennes de maïs sont destinées à quatre pays : l'Espagne, les Pays-Bas, l'Italie et le Portugal. Les importations de maïs américain ont une particularité : elles sont dirigées principalement vers la péninsule Ibérique. En effet, il existe un contingent d'importation de maïs pour l'Espagne et le Portugal de 2,5 millions de tonnes par an ; ce contingent a été mis en place en 1987, à la suite de négociations avec les USA, pour compenser les pertes d'exportation américaines liées à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté européenne.

▶▶ RELATIONS USA / UE : QUELLES RÉPERCUSSIONS POTENTIELLES SUR LES MARCHÉS DU MAÏS ET DU SOJA ? (SUITE)

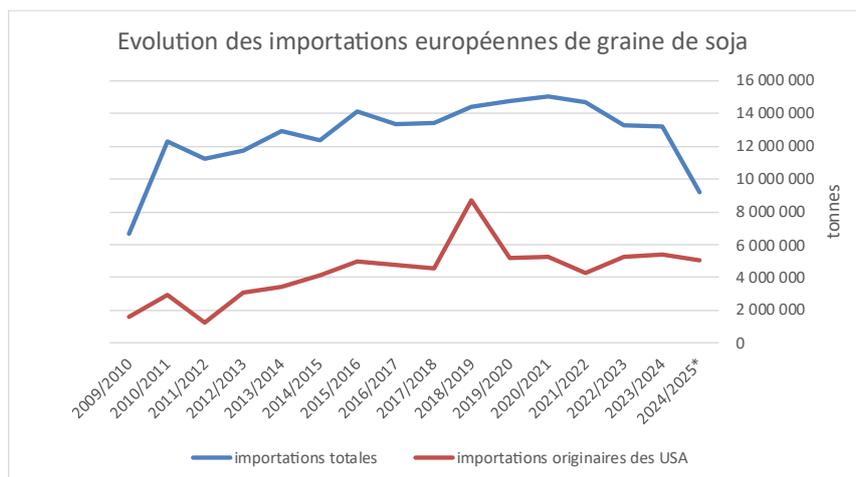
Lors du 1er mandat de Donald Trump, les USA avaient déjà imposé des taxes sur les importations d'acier et d'aluminium. Parmi les mesures de rétorsion que l'UE avait adoptées, figurait une taxe de 25% sur les importations européennes de maïs américain à partir de juin 2018. Ainsi, pendant les campagnes 2019/2020 et 2020/2021, l'UE n'a quasiment pas importé de maïs américain. Ce sont ces mêmes mesures que l'UE souhaite réactiver en cas de désaccord avec les Etats-Unis.

Ainsi, de prime abord, on pourrait conclure que nous avons déjà vécu cette situation de taxation du maïs américain, et que l'UE avait réussi à s'approvisionner auprès d'autres partenaires. Mais le contexte a évolué et un élément vient perturber la comparaison avec la période 2018 – 2021 : il s'agit de la guerre en Ukraine. La production ukrainienne de maïs a diminué de 20% par rapport à la période d'avant-guerre limitant le potentiel d'exportation du premier fournisseur de l'UE. Notre dépendance vis-à-vis des autres fournisseurs (Brésil, Canada, Serbie, cette dernière étant candidate à l'adhésion à l'UE) va donc s'accroître. Une autre solution serait d'assouplir les règles phytosanitaires d'importation, notamment sur le maïs argentin, pour en faciliter les importations : c'est ce qu'avait décidé l'Espagne en 2022 après le déclenchement de la guerre en Ukraine.

L'UE importe du soja sous différentes formes pour répondre à ses besoins. Ainsi, en moyenne sur les cinq dernières années, elle a importé 16,3 millions de tonnes (Mt) de tourteaux, 14,2 Mt de graines et 516 000 t d'huile de soja. Dans le différend qui oppose les USA à l'UE, les discussions portent sur la graine de soja. En effet, les Etats-Unis fournissent plus d'un tiers des importations européennes de graine de soja, et l'UE est le deuxième client des Etats-Unis, le premier étant la Chine. La graine de soja est donc un enjeu important pour le secteur oléagineux de ces deux acteurs.

Graine de soja : des approvisionnements aux multiples contraintes

Evolution des importations européennes de graines de soja 2024/2025 à fin avril



Source : Commission européenne

Les importations européennes de graines de soja ont évolué ces cinq dernières années entre 13,2 et 15 Mt. Elles sont principalement destinées aux Pays-Bas, à l'Espagne, à l'Allemagne et à l'Italie. Ces quatre pays cumulent plus de 80% des importations européennes, et près de 90% des importations de soja américain.

► RELATIONS USA / UE : QUELLES RÉPERCUSSIONS POTENTIELLES SUR LES MARCHÉS DU MAÏS ET DU SOJA ? (SUITE)

La particularité du marché mondial du soja réside dans sa concentration : trois pays du continent américain concentrent plus de 80% de la production et des exportations : le Brésil, les Etats-Unis et l'Argentine. La demande en graines de soja est également très concentrée : la Chine achète plus de 60% de la graine de soja qui circule dans le monde. Dans un marché aussi concentré, les marges de manœuvre des acheteurs sont très limitées, avec néanmoins, un report possible, au moins partiellement, sur l'achat d'autres tourteaux (colza, tournesol). De plus, le marché européen a des particularités qui le distinguent des autres marchés : entre la demande croissante en soja « non OGM » et la future application de la loi contre la déforestation en 2026, les possibilités d'approvisionnement se réduisent, ou au moins, se renchérissent.

Côté américain, le différend sur les taxes douanières avec la Chine pourrait limiter fortement les exportations américaines de graines de soja comme lors des campagnes 2018-2019 et 2019-2020. L'UE avait d'ailleurs profité de cette situation : elle avait acheté un record de 8,7 Mt de graines de soja américaines, comme l'indique la courbe rouge sur le graphique des importations européennes de soja. Les marges de manœuvre des USA sur ce dossier dépendront fortement de l'avenir des négociations avec la Chine. Si aucune entente n'est trouvée entre les deux plus grandes puissances économiques, les USA perdraient le débouché chinois pour leur soja, et la perte supplémentaire du débouché européen pourrait être très impactante. Dans ce cas de figure, le Brésil serait le grand vainqueur car il capterait la demande des deux plus grands importateurs mondiaux.

L'horizon reste flou... c'est un euphémisme

La politique commerciale américaine a pris un tournant décisif, évoluant entre menaces, mesures spectaculaires et rétractations, qui perturbent les différents partenaires des USA. Certes, Donald Trump avait déjà enclenché des guerres commerciales lors de son premier mandat, mais la situation est très différente aujourd'hui, compte tenu du nombre de pays impliqués et de l'amplitude des secteurs touchés. L'objectif visé par le président américain est d'établir des accords bilatéraux qui auront des incidences sur les échanges mondiaux et sur la position des Etats-Unis dans ces échanges.

Nous sommes en période de pourparlers et le champ des possibles est très large. Si des surtaxes étaient appliquées par l'UE sur le maïs et le soja américain, nul doute que le secteur de l'alimentation animale serait touché par ces mesures, avec potentiellement une augmentation des prix des aliments. D'autant plus que d'autres produits, entrant dans la composition des aliments, pourraient être touchés par ces taxes comme la lysine de synthèse, les oligo-éléments, les probiotiques ou les prébiotiques. Les marges de négociation dépendront également de l'évolution des relations sino-américaines, particulièrement pour le marché du soja. D'après les règles imposées par Donald Trump, il reste à peine de deux mois pour trouver un terrain d'entente.



Clarisse Bonhomme

clarisse.bonhomme@apca.chambagri.fr

Dans un contexte de réchauffement climatique, les discours et les projections convergent pour convaincre le monde qu'il faut se dépendre des énergies fossiles, à commencer par la première d'entre elle, le pétrole. On connaît la ritournelle sur le prix du baril de pétrole. Plus celui-ci sera élevé, plus les transitions énergétiques seront aisées à réaliser, en particulier dans le domaine du renouvelable. Oui, mais voilà, le prix du baril semble, historiquement, davantage obéir à des facteurs économiques et géopolitiques, les deux étant souvent fortement connectés, qu'à des perspectives climatiques. Certains considéreront que c'est regrettable, et même suicidaire pour la planète que de persévérer dans l'usage des énergies fossiles. D'autres estimeront que le prix actuel est bien orienté, et offre une opportunité pour alléger la facture pétrolière, et donc les coûts de production.

Car de faiblesse du prix du baril, il est bien question depuis quelques semaines. Le 15 janvier 2025, le baril valait encore 81,85 dollars (un prix déjà bien inférieur à ce qu'il était le 7 mars 2022, quelques jours après le début de la guerre en Ukraine, soit 118,5 dollars). Le 13 mai, il était proche des 60 dollars (63,87 exactement).

Le dévissage du prix du baril s'explique par la confiance que l'OPEP place dans les perspectives de demande mondiale. En 2025, la consommation mondiale de pétrole devrait se fixer à 105 millions de barils par jour, et à 106 en 2026. Que ce soit dans les transports, aériens et routiers, dans la construction ou encore dans le secteur agricole, la demande est au rendez-vous, en particulier en Asie. L'optimisme de l'OPEP la conduit à augmenter son offre de barils, afin de répondre à ce surcroît annoncé de demande. Le simple jeu de l'offre et de la demande précipite ainsi le prix du baril vers le bas, même si ce bas est encore très éloigné du choc observé durant la pandémie, avec un baril qui avait en 2020, dégingolé à 20\$.

La faiblesse du prix du baril devrait satisfaire les utilisateurs de cette matière première énergétique, à commencer par la France, qui pourra sans doute en mesurer l'impact sur son commerce extérieur, puis par les agriculteurs, qui ont dû absorber l'alourdissement du poste énergies dans leurs coûts de production. En revanche, l'affaiblissement du prix du baril de pétrole ne constitue pas une bonne nouvelle pour les énergies renouvelables. Au jeu des comparaisons de prix et de rentabilités, l'éthanol pourrait par exemple ne plus être attractif durant quelques mois, voire années.

La configuration actuelle du marché pétrolier est-elle durable ? Avec autant de tensions commerciales, par définition porteuses d'une dynamique de contraction des flux commerciaux mondiaux, et donc d'une réduction de la croissance économique mondiale, le prix du pétrole ne peut que se maintenir dans un niveau bas. C'est pourquoi les prévisions de l'OPEP sont hasardeuses, quand on les compare avec les prévisions de croissance du FMI ou de l'OCDE. De quoi entraîner une diminution des recettes retirées des exportations de barils par les pays producteurs et exportateurs, occasionnant un repli de leurs importations. Les nouvelles sanctions que l'UE devrait adoptées envers la Russie risquent d'aggraver le processus.

A moins que l'apaisement ne prenne le dessus en cette fin de printemps 2025. Les Etats-Unis et la Chine ont négocié en Suisse les termes d'un accord douanier. Il s'agirait d'amorcer une désescalade en passant de 145% initialement retenu par Donald Trump (125% côté chinois), à 30%. De quoi rendre un peu de perspective positive pour le commerce mondial, de nature à écarter le grand plongeon du prix du baril. Sur le même registre, le conflit indo-pakistanaïse pourrait sans doute marquer une pause. Tout cela concourant à restaurer la confiance dans une reprise de l'activité économique et commerciale.

Blé, maïs, sucre, pétrole, gaz..., le temps immédiat est bel et bien celui de la volatilité des marchés et de l'incertitude. Cette dernière vaut aussi pour les transitions énergétiques.

L'OPEP optimiste sur la demande mondiale

Grande braderie sur le baril

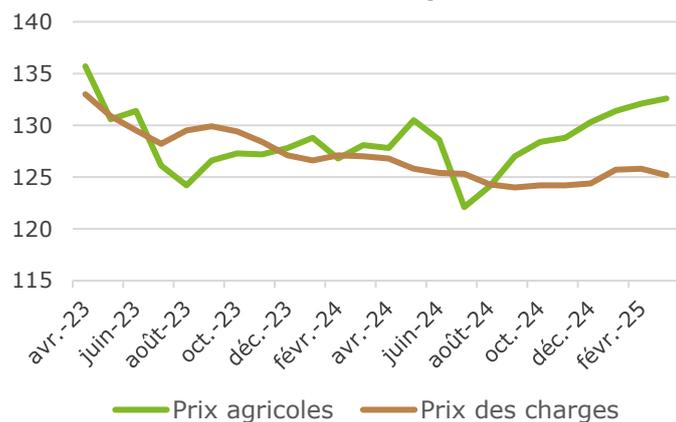


► POINTS DE CONJONCTURE

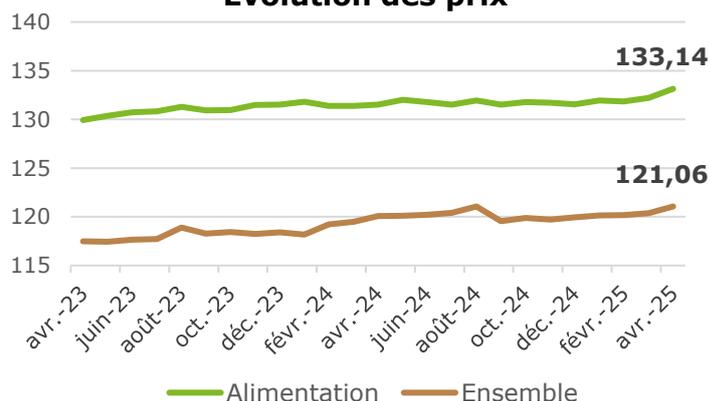
Evolution (Source : INSEE)	sur 1 mois	sur 1 an	sur 2 ans
Inflation	0,56%	0,82%	3,03%
Prix alimentaires	0,72%	1,24%	2,47%
Prix agricoles	0,4%	3,5%	-4,8%
Prix des charges	-0,5%	-1,4%	-7,3%

Lecture du tableau : L'évolution de l'inflation et des prix alimentaires est présentée par rapport au mois d'avril, tandis que celle des prix agricoles et des prix des charges est établie par rapport au mois de mars.

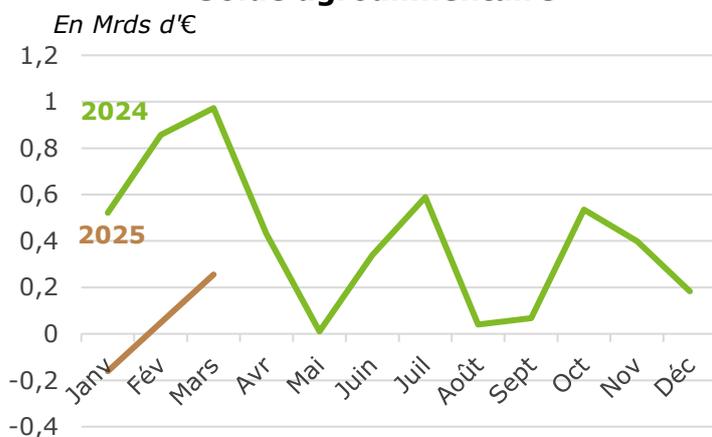
Ciseau des prix



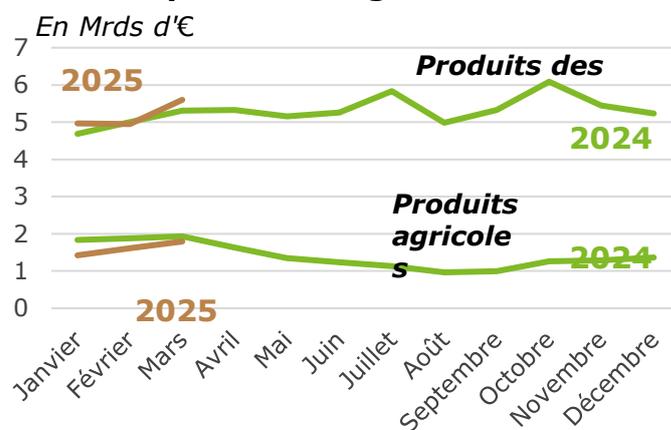
Evolution des prix



Solde agroalimentaire



Exportations agroalimentaires



Solde agroalimentaire (Mds)	Mars	Cum 3 mois
2024	0,973	2,35
2025	0,256	0,143